



**HAL**  
open science

## Langues et territoire dans l'archipel des Philippines.

Théry Béord

► **To cite this version:**

Théry Béord. Langues et territoire dans l'archipel des Philippines.. Glottopol : Revue de sociolinguistique en ligne, 2018. hal-03168793

**HAL Id: hal-03168793**

**<https://hal.science/hal-03168793>**

Submitted on 14 Mar 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



# GLOTTOPOL

Revue de sociolinguistique en ligne  
n°30 – janvier 2018

*Le plurilinguisme en contextes asiatiques :  
dynamiques et articulations*

Numéro dirigé par Fabienne Leconte,  
Vasumathi Badrinathan et Gilles Forlot

## SOMMAIRE

- Fabienne Leconte, Vasumathi Badrinathan, Gilles Forlot : *Introduction.*
- Théry Béord : *Langues et territoire dans l'archipel des Philippines.*
- Gilles Forlot : *Pratiques linguistiques et « multilinguisme pragmatique » : 50 ans de glottopolitique à Singapour.*
- Patricia Nora Riget, Elsa Chou et Jean Sévery : *Politiques linguistiques et éducatives en Malaisie : idéologies et pratiques.*
- Vasumathi Badrinathan et Fabienne Leconte : *Plurilinguisme indien et représentations des enseignants de FLE.*
- Rama Kant Agnihotri : *Entretien.*
- Samanthi Jayawardena : *Les emprunts anglais chez les Cinghalais au Sri Lanka.*
- Thi Thanh Thuy Dang : *Hanoï : un espace plurilingue ?*
- Louis-Jean Calvet, Luwei Xing et Lihua Zheng : *Trente ans de plurilinguisme cantonais. Une étude longitudinale.*
- Yufei Guo : *Gouvernement, école et famille. Articulation entre perspective macro et micro-sociolinguistique dans la politique linguistique chinoise.*
- Béatrice Bouvier Laffitte : *Internationalisation du putonghua et ouverture des répertoires à la diversité des langues étrangères en Chine.*
- Qingyuan Nie-Bareille : *Le développement du chinois en France : quelques logiques contextuelles.*
- Pierre Martinez : *Quel sens donner aux études sur le plurilinguisme en Asie ?*

## Compte-rendu

- Claire Lesacher : *Genre et sciences du langage : enjeux et perspectives* de Maud Vadot, Françoise Roca et Chahrazed Dahou, Presses universitaires de la Méditerranée, 2017.

## LANGUES ET TERRITOIRE DANS L'ARCHIPEL DES PHILIPPINES

Théry BEORD

Université Sorbonne-Nouvelle, ED 268 DILTEC EA 2288

### L'archipel : enjeux épistémologiques d'un concept géographique

Alors que l'Asie du Sud-Est a été façonnée par la rencontre et la superposition des civilisations chinoises, indiennes, et parfois musulmanes sur divers socles autochtones, l'archipel philippin, en raison de sa position périphérique aux confins de l'Océanie, n'a été gagné que de façon parcellaire par ces influences extérieures. Inscrit dans un espace régional façonné par des échanges maritimes multimillénaires, l'archipel n'a été touché par elles qu'à la marge. Malgré des contacts avérés dont les langues philippines gardent des traces<sup>1</sup>, ni la thalassocratie malaise à Srivijaya (ca 7<sup>ème</sup>-14<sup>ème</sup> siècles) ou javanaise à Majapahit (ca 13<sup>ème</sup>-15<sup>ème</sup> siècles), ni les sultanats de Malacca et de Brunei (ca 15<sup>ème</sup> et 16<sup>ème</sup> siècle) n'ont permis de l'unifier. La notion même de centre n'existait pas avant que Manille ne devienne la capitale des colonisateurs espagnols (1565-1898) puis américains (1898-1946). Tant s'en faut, lorsque Magellan débarque aux Philippines en 1521, il trouve des foyers de peuplement côtiers dont l'organisation sociale est édiflée sur un ancrage local très fort. La société dite du *barangai* repose alors sur les liens de parenté de communautés de trente à cent maisonnées. Or le terme de *barangai* est porteur d'un élément de mobilité puisqu'il désigne tout autant ces petits villages autonomes que le voilier hauturier dont se servaient les groupes pour leurs déplacements (Francia, 2010 : 32). À travers le double sens de *barangai* se révèlent certaines caractéristiques constitutives de l'archipel sur la longue durée : d'une part, une conception de la mer qui relie les communautés plus qu'elle ne les sépare, d'autre part, une tendance à des formes de gouvernement très fortement localisés<sup>2</sup> (Scott, 1994 : 5).

La nature archipélagique du territoire philippin impose au sociolinguiste de penser non seulement le lien entre la langue et la société, mais aussi le rôle du milieu physique, sa signification particulière pour la configuration linguistique du pays au sens où l'archipel constitue « une figure géographique, comme on parle d'une figure de style » (Arrault, 2005 : 319). Avec 7 107 îles s'étirant du nord au sud sur environ 1 700 kilomètres, l'archipel philippin installe de prime abord le motif de la dispersion, et cela d'autant plus que c'est la

---

<sup>1</sup> L'influence du chinois dans les langues philippines se retrouve notamment dans les termes de parenté (ate en tagalog vient de a-chi pour « soeur aînée », kuya vient de ko-a pour « frère aîné ») et le vocabulaire culinaire (biho, lumpia, pansit). Pour l'influence indienne, on trouve des emprunts au sanskrit dans les domaines religieux (le tagalog bathala vient du sanskrit bhattara qui signifie « dieu ») et politique.

<sup>2</sup> Le barangay est toujours une unité administrative essentielle dans la sociabilité philippine. Il peut correspondre aussi bien à un village, un district ou un quartier à la tête duquel l'on trouve un chef (Kapitan).

colonisation qui a imposé le découpage géographique actuel en dépit de toute congruence sociologique. Cette topographie éclatée constitue autant de niches écologiques qui semblent avoir favorisé une importante différenciation culturelle et linguistique. Les migrations chinoises au nord et malaises au sud, étalées sur plus d'un millénaire entre le II<sup>ème</sup> et le XV<sup>ème</sup> siècle, ont encore renforcé ce phénomène pour produire une situation d'extrême diversité linguistique. La population de l'archipel, de fait, est généralement décrite en termes de « groupes ethnolinguistiques », ce qui indique le poids de l'ancrage identitaire local et l'idée de foisonnement qui en découle à l'échelle du pays. On parle ainsi des Tagalogs, des Ilocanos, des Cebuanos ou encore des Tausugs pour évoquer ces groupes qui s'identifient à une région, une langue et une culture particulière. L'essentiel des langues parlées par ces groupes est issu de la branche des langues malayo-polynésiennes, la plus grande de la famille austronésienne. Le paysage linguistique se morcèle en une centaine de langues qui font obstacle à la communication inter-ethnique.

McFarland (2008 : 140) distingue entre langues philippines du Nord, langues méso-philippines et langues philippines du sud bien que certaines résistent à cette catégorisation<sup>3</sup>. Ce découpage rejoint la distinction géographique de l'archipel en trois ensembles (voir carte) : le premier autour de l'île septentrionale de Luzon où se trouve la capitale ; le second dans la région centrale appelée Visayas ; enfin, au sud, la grande île de Mindanao et l'archipel de Sulu. Les zones montagneuses isolées de la Cordillère, au nord de Luzon et dans l'arrière-pays de Mindanao concentrent par ailleurs une centaine de langues. Les huit groupes de langues les plus importants représentent environ 85 % de la population et occupent la plupart des plaines mais connaissent de fortes variations dialectales (*op.cit.* : 132). Saussure attribue le phénomène de la dialectisation à « deux forces (qui) agissent sans cesse simultanément et en sens contraires : d'une part l'esprit particulariste, l'« esprit de clocher » ; de l'autre, la force d'« intercourse », qui crée les communications entre les hommes » (1971 [1916] : 282). La dizaine de langues parlées par au moins un million d'habitants aux Philippines illustre bien ce phénomène : celles-ci servent de *lingua franca* régionales dans leur zone respective mais elles sont insuffisantes pour assurer la communication à l'échelle de l'archipel. Il en ressort un plurilinguisme quasi-généralisé où la langue maternelle est parlée avec la famille et les amis ; si celle-ci diffère de la langue de la région, alors une *lingua franca* régionale est acquise au sein de leur communauté tandis que la langue nationale, le filipino, et l'anglais sont appris à l'école.

Cette superposition des échelles nous conduit à envisager un autre motif essentiel de l'archipel : la circulation, car si la mer sépare les îles et favorise la différenciation linguistique et culturelle, elle structure également une culture commune en les reliant. Il n'est pas anodin que dans les années 1950-1960, à peine l'indépendance acquise, les Philippines aient été avec l'Indonésie à l'origine des notions juridiques d'« Etat archipélagique » et d'« eaux archipélagiques » (Tangsubkul, 1984 : 36-49). Adoptés dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer en 1982, ces concepts relèvent d'une perception unifiée des terres insulaires et des eaux maritimes (Devi-Voisset, 2003 : 76-77)<sup>4</sup>.

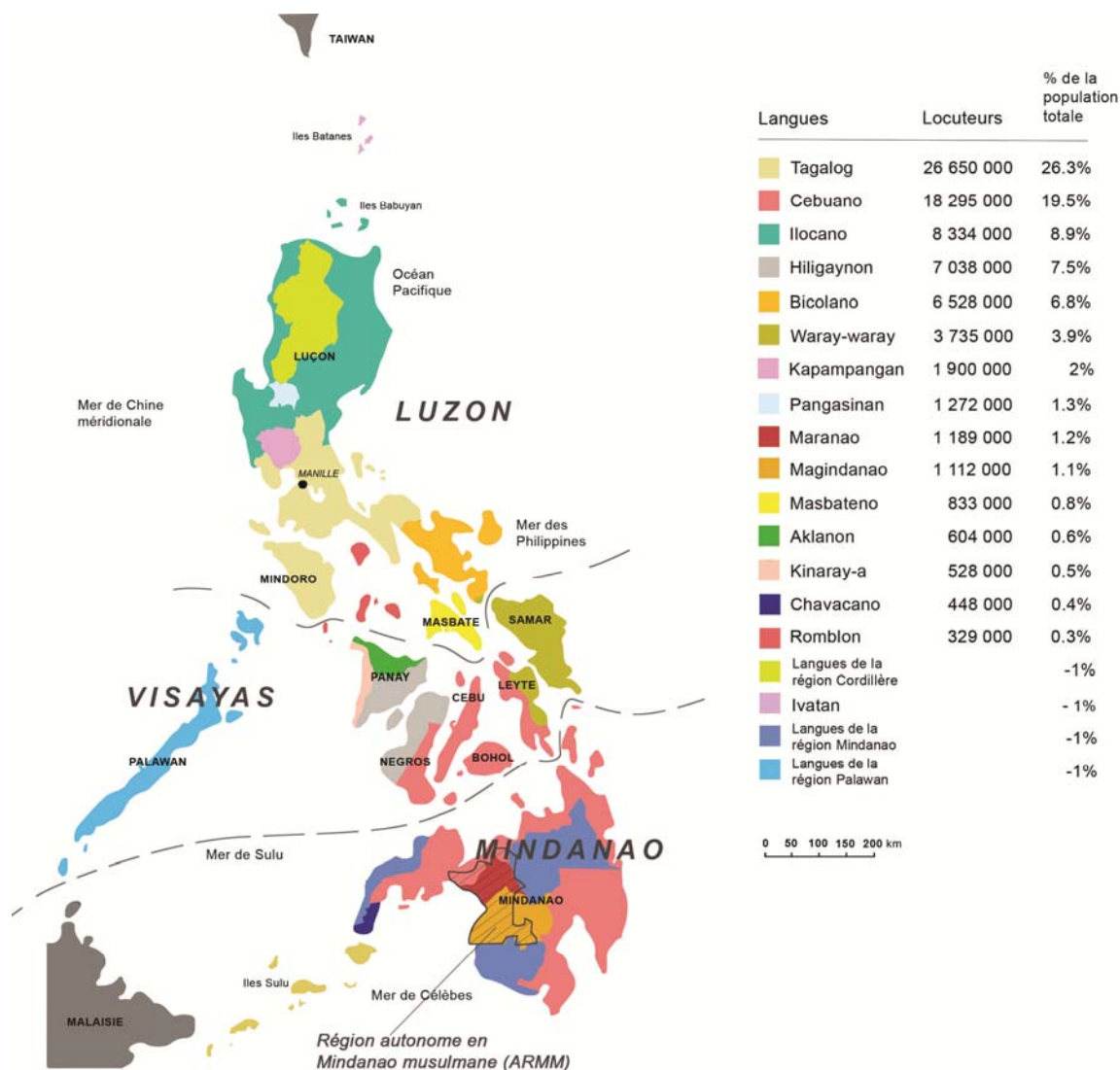
Il faut donc prendre la mesure de l'archipel, l'appréhender comme une entité territoriale originale régie par ce que Lussault appelle un « régime de spatialité » (2017) qui lui est propre. Opposé au bloc continental, distinct de l'île isolée, il instaure un champ de relations, il met en réseau un « ensemble de *kosmoi*, structures pourvues d'un ordre et dialoguant entre

<sup>3</sup> Les langues ivatan à l'extrême nord, les langues du sud de Mindanao, par exemple.

<sup>4</sup> La remise en cause de la doctrine archipélagique par les visées expansionnistes de la Chine depuis les années 2010 et plus particulièrement la dispute territoriale qui oppose la Chine et les Philippines autour des îles Spratleys a conduit le *Department of Foreign Affairs* philippin à publier un pamphlet électronique (*Ang West Philippine Sea : Isang Sipat*, « La mer des Philippines occidentale : vue d'ensemble ») en 2015 pour promouvoir la « conscience archipélagique » des Philippines.

elles » (Westphale, 2003 : 50). Si l'on peut parler de dialogisme à propos de l'archipel, c'est bien en raison des variations d'échelle qu'il autorise, du chevauchement et de l'entremêlement des dimensions locales, régionales et nationales. Il est marqué par un rythme complexe « de concentration et de dilatation » (Dumoulié, 2003 : 63), qui fait écho aux forces de convergence et de divergence identifiées par Saussure au niveau de la formation des langues. Engagée dans une « dialectique des échelles » (Arrault, 2005 : 322) entre ethnicité, nationalisme et globalisation, l'identité du sujet archipélien se meut entre les référentiels d'un terrain pluridimensionnel et réticulaire<sup>5</sup>. Du point de vue sociolinguistique, cette identité se concevra en termes de répertoires plurilingues constitués de langues locales, de vernaculaires régionaux, d'une langue nationale (le filipino) et d'une langue de communication internationale (l'anglais).

**Carte 1 : Les langues dans l'archipel des Philippines**



<sup>5</sup> L'archipel est devenu un thème poétique et philosophique central notamment dans le discours caribéen de Brathwaite, Glissant et Benitez-Rojo.

## Brève histoire des politiques linguistiques aux Philippines

Les administrations coloniales espagnole puis américaine ayant eu chacune un agenda politique fort éloigné, elles ont adopté des stratégies opposées pour gérer la diversité linguistique des Philippines. Ainsi la distribution archipélagique des langues est-elle apparue comme une solution pour les Espagnols qui souhaitaient diviser les groupes ethniques pour mieux régner à l'échelle de l'archipel ; elle fut au contraire un problème pour les Américains qui considéraient qu'il fallait unifier linguistiquement le territoire afin d'appuyer le processus de construction étatique et d'assurer le respect des lois par tous. Dès avant l'indépendance, les élites philippines se sont emparées de la question de la langue nationale comme d'un *apparatus* de la gouvernance moderne mais avec l'idée d'une consubstantialité entre la langue et la nation prise à l'Europe de la deuxième moitié du 19<sup>ième</sup> siècle. Or cette conception, qui correspond à un contexte géo-historique particulier, n'est pas sans poser problème calquée sur le territoire archipélagique. Les difficultés à mettre en place un nationalisme linguistique basé sur le filipino ont été aggravées par l'inachèvement de la démocratie. Les politiques linguistiques postcoloniales ont contribué à installer une société de classe où les langues, en particulier l'anglais, jouent un rôle majeur de diviseur social.

### De la colonie monastique à la démocratie néocoloniale

#### *Consolidation des divisions ethno-linguistiques*

Dans l'histoire de la colonisation hispanique, les Philippines occupent une place à part : il s'agit du seul territoire où l'espagnol n'a pas été adopté par la majorité de la population et n'a pas remplacé les langues autochtones. Administré depuis Mexico, siège de la Vice-Royauté de la monarchie catholique, l'archipel s'insérait dans un vaste ensemble comprenant le Mexique actuel, une grande partie de l'Amérique centrale et le sud des Etats-Unis. Détachées de cet ensemble par l'océan Pacifique, Las Islas Filipinas, telles qu'elles furent nommées en l'honneur de l'Infant d'Espagne, futur Philippe II, représentaient ainsi la « périphérie d'une périphérie de la monarchie hispanique » (Bertrand, 2015 : 29). À cet éloignement géographique déterminant s'ajoute le caractère tardif d'une colonisation que l'on pourrait qualifier de secondaire, en ce sens qu'elle advient après celle des Amériques et qu'elle s'appuie notoirement sur cette expérience pour déterminer ses politiques linguistiques. Celles-ci sont prises en charge par les missions religieuses et d'abord par l'ordre des Augustins, qui accompagne et prolonge la conquête militaire par des conversions et des baptêmes de masses. Alors que l'or et les épices tant recherchées s'avèrent introuvables, l'évangélisation devient la principale justification de la colonisation de l'archipel, désormais conçu comme le marchepied pour des missions en Chine. Le personnel colonial administratif et militaire demeurera de fait numériquement limité tout au long de la période, laissant une grande liberté d'action aux ordres religieux. Dès 1565, ceux-ci ouvrent une première école paroissiale pour y enseigner la doctrine chrétienne dans la langue des autochtones qu'ils appellent avec mépris « *Indios* », indistinctement de leurs sujets dans les autres colonies<sup>6</sup>. Cette décision de ne pas recourir à l'espagnol mais plutôt d'apprendre les langues locales va avoir une influence déterminante pour l'histoire du pays. L'introduction du vocabulaire espagnol (*Dios, espíritu santo, iglesia*, etc.) pour enseigner l'évangile plutôt que de le paraphraser dans les langues locales constitue le premier acte de planification linguistique connu dans l'archipel (Bernabe, 1987 : 10). Les frères rédigent des dictionnaires et des grammaires des langues qu'ils découvrent à mesure qu'ils progressent dans l'archipel mais se refusent à enseigner

<sup>6</sup> Dans la société coloniale, les Espagnols nés dans l'archipel portaient le nom de *filipinos* (ou *insulaires*), tandis que les indigènes d'origine austronésienne (ceux que l'on nomme aujourd'hui les Philippines) étaient appelés *indios*.



systématiquement l'espagnol. Ils semblent avoir eu conscience très tôt qu'une langue commune, parce qu'elle crée une forme de cohésion, constitue une force unificatrice qui à terme aurait pu menacer l'ordre colonial (Agoncillo et Alfonso, 1960 : 133). Tout au long de la période coloniale espagnole, les ordres religieux n'auront de cesse d'instrumentaliser la division territoriale et linguistique de l'archipel pour conjurer le risque de voir émerger une conscience nationale. La question linguistique est marquée pendant toute la période espagnole par l'affrontement entre la Couronne et les Frères. Dès 1550 et le décret de Carlos I<sup>er</sup> pour l'enseignement du castillan dans les colonies, la royauté manifeste la conviction que cette langue est seule capable de transmettre la foi catholique. Ce qui peut apparaître comme une forme d'impérialisme linguistique avait aussi pour objectif de protéger les autochtones des abus de pouvoir des ordres religieux (Phelan, 1959 : 131). Adopter les langues locales pour diffuser la parole du Christ, c'était aussi les maintenir hors de portée des affaires du gouvernement, et consolider les divisions ethno-linguistiques de l'archipel.

Après l'obtention de son indépendance par le Mexique en 1821, la colonie passe dans le giron madrilène. Les effets conjugués de la Révolution française, de la révolte protestante en Espagne et de l'expansion du commerce ont des conséquences jusqu'aux Philippines. Après une série d'enquêtes menées sur le terrain, un décret royal instaure un plan pour l'enseignement primaire aux Philippines en 1863, avec la mise en place d'une école normale à Manille, la construction d'une école primaire pour garçons et pour filles dans tous les *pueblos* et l'instauration de l'espagnol comme unique langue d'instruction. Si l'opposition des religieux fait une nouvelle fois échec aux politiques linguistiques, le décret va faire date : c'est grâce à lui qu'une génération de *mestizos*<sup>7</sup> chinois va accéder à l'enseignement supérieur et former la future génération d'intellectuels et d'artistes *illustrados*<sup>8</sup>, qui pousseront à des réformes, puis à la révolution contre le joug espagnol à la fin du siècle. L'ouverture du Canal de Suez en 1869 et l'essor de la navigation à vapeur en haute mer vont favoriser la croissance du commerce mondial et impacter les échanges avec les Philippines. Les Chinois philippins, qui dominent le commerce dans l'archipel, vont rapidement s'enrichir pour former une nouvelle classe aisée et éduquée qui pourra parfaire sa formation en Europe et s'y imprégner des idées libérales. Ces *illustrados* étaient de fervents défenseurs de l'espagnol et de sa diffusion dans l'archipel (Thompson, 2003 : 61). Parmi eux, le poète Marcelo H. del Pilar, dirigeant du Mouvement de la Propagande des Etudiants Philippins d'Espagne dans les années 1880 milite pour des réformes et la représentation de l'archipel au parlement espagnol (*Cortes*). Il rend explicitement les religieux responsables de l'échec des politiques d'hispanisation des Philippines et les accuse de vouloir préserver leur « colonie monastique » (del Pilar, 1898 : 16-18). Dans l'esprit des *illustrados*, l'espagnol devait contribuer à l'intégration des Philippines à l'Espagne. Cette époque, qualifiée d'âge d'or de la littérature espagnole aux Philippines, voit l'un de ces *mestizos* chinois, Jose Rizal, publier en espagnol deux romans réquisitoires contre l'ordre religieux, *Noli me tangere* et *El Filibusterismo*. Après son arrestation et son exécution en 1896, il deviendra le héros national et sera considéré comme le père de la patrie philippine.

Au soir du règne de l'Espagne sur les îles philippines, après 333 ans de régime colonial, l'espagnol est demeuré une langue étrangère pour la quasi-totalité de la population et son aire d'expansion se borne à Luzon et aux Visayas (à l'exception notoire de Zamboanga). Si

<sup>7</sup> Les *mestizos* désignent les Philippins métissés, qu'ils soient filipino-espagnols, filipino-chinois (on parle de *sangleys*), ou américano-philippins (les *philams*). Au-delà de leur double origine, philippine et étrangère, les *mestizos* renvoient dans l'imaginaire à un pouvoir économique, culturel et politique acquis grâce à des liens établis avec le colonisateur espagnol et renforcé pendant la période américaine. Vincente L. Rafael fait du *mestizo* une figure liminale typique de la transition du colonial au national (2000 : 165-167). Les *mestizos* seraient ainsi la trace actuelle des origines hybrides de l'Etat-nation philippin.

<sup>8</sup> Les *illustrados* forment la classe de Philippins éduqués à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Celle-ci transcende la hiérarchie ethnique entre *indios*, *insulaires* et *mestizos*. Ils sont à l'origine du nationalisme philippin.

seulement 3 % de la population le parlent au tournant du 20<sup>ème</sup> siècle, cette minorité représente une force puissante qui contrôle l'administration, la justice, l'éducation supérieure et le commerce (Thompson, 2003 : 60-61). La diglossie entre l'espagnol et les langues locales pendant cette période reflète la domination des ordres religieux et surtout l'émergence d'une élite de propriétaires *mestizos* ayant su se tailler d'immenses exploitations agricoles (*haciendas*). Le prestige de l'espagnol lui permettra de se maintenir comme langue du gouvernement jusqu'à la fin des années 1920 et, de façon marginale, dans les relations sociales et les affaires des familles les plus fortunées jusqu'au début des années 1980 (Thompson, 2003 : 63). Au début du 21<sup>ème</sup> siècle, des familles de propriétaires terriens, à Manille et dans les régions de plantations dans l'industrie du sucre (sur l'île de Negros, à Bacolod et Dumaguete) et dans les régions productrices de fruits à Mindanao (Cagayan de Oro, Davao), trouvent dans l'utilisation de la langue espagnole une fierté sociale et un marqueur aristocratique authentique (Lipski, 2001 : 125-126). Tout comme la diffusion limitée de l'espagnol à une minorité, le niveau socioéconomique de ces locuteurs, révèle la structure sociale de la colonisation, basé sur le système féodal, qui a permis à des lignées de créoles (*mestizos*) de mettre la main sur d'immenses exploitations agricoles (*haciendas*). La langue ne passant pas aux nouvelles générations, il semble peu probable qu'elle survive une autre génération. L'espagnol est donc sur le point de disparaître de l'archipel. Son enseignement dans le système éducatif en tant que langue étrangère est tributaire de financements extérieurs. Dépourvu de moyens pour former des enseignants, le ministère de l'éducation philippin s'en remet à l'ambassade d'Espagne pour l'enseigner comme langue étrangère dans une centaine de lycées publics et dans les départements de langues européennes des universités.

Bien que parlée par une minorité, la langue espagnole a profondément pénétré dans le lexique, la phonologie, la morphologie et la syntaxe des langues locales. Selon les sources, de 20 à 33 % du lexique tagalog puise dans la langue-mère espagnole et il en va de même, dans des proportions comparables, pour le cebuano et les autres vernaculaires. En voici quelques exemples :

<i>espagnol</i>	<i>filipino</i>	<i>cebuano</i>	<i>français</i>
caballo	kabayo	kabayo	cheval
barrio	baryo	baryo	village
democracia	demokracya	demokracya	démocratie
Dios	Diyós	Diyós	Dieu

Cet héritage est si bien ancré que les locuteurs n'ont même pas conscience de l'origine hispanique des vocables (Thompson, 2003 : 61). Il survit d'autre part dans de nombreux noms propres et toponymes. Signe de cette première mondialisation, on trouve encore dans cet espagnol des Philippines, des éléments lexicaux typiquement américains, d'origine mexicaine, qui remontent à l'époque du Galion de Manille, quand les échanges se faisaient avec le port d'Acapulco (Lipski, 2001 : 128).

#### *Tentatives d'unification par l'anglais*

Avec la prise de Manille en août 1898, les Etats-Unis d'Amérique, eux-mêmes une ancienne colonie, vont tenter une approche radicalement différente de celle de leurs prédécesseurs européens : ils vont diffuser en masse leur langue, l'anglais, et mettre en place un système éducatif ouvert à tous. Les chercheurs philippins s'accordent généralement à distinguer trois périodes dans l'histoire de l'anglais aux Philippines (Thompson, 2003 : 13). La première débute avec la prise de possession des Philippines par les Etats-Unis au détriment



de l'Espagne, formalisée par le traité de Paris en 1898, et s'achève avec la mise en place du Commonwealth en 1935, lorsque les Philippines prennent en main une partie des affaires du gouvernement au sein d'institutions calquées sur le modèle étasunien. L'anglais devient officiellement la langue d'enseignement aux Philippines avec la lettre d'instruction de McKinley datée du 7 avril 1900 dans laquelle le Président américain déclare que l'anglais devient la langue d'enseignement à tous les niveaux du système éducatif. McKinley aurait été en partie contraint à ce choix en raison du manque d'instituteurs et de matériel éducatif dans les langues locales (Bernabe, 1987 : 28). Le choix de l'anglais trahit une perception négative de la diversité linguistique et la volonté d'unifier les groupes ethnolinguistiques de l'archipel pour faciliter la mise en œuvre des politiques. Contrairement à l'Indonésie, par exemple, où le malais qui servait de lingua franca depuis plus d'un millénaire a pu être sélectionné pour fonder le bahasa indonesia, il n'existait aux Philippines aucune langue pour assurer l'intercompréhension à l'échelle de l'archipel. En tant qu'ancienne colonie britannique, les États-Unis entendent se démarquer des pratiques coloniales européennes et proposer leur propre modèle. Au plan politique, un Gouverneur général est placé à la tête de la colonie mais ses fonctions législatives sont partagées avec une Commission. Dès 1907, une Chambre des représentants de la nation philippine est créée. Au plan linguistique, les Américains se distinguent des politiques pratiquées par les colons européens en Asie : là où les Hollandais interdisent aux Indonésiens de parler le néerlandais et où les Français imposent leur langue en Indochine, les Américains se montrent libéraux et pragmatiques. Plus encore, cette politique linguistique est marquée dès ces débuts par une idéologie égalitariste, tous les Philippines ayant un égal accès à l'enseignement de la langue quand l'espagnol était resté réservé à l'élite pendant plus de trois siècles. L'apprentissage de l'anglais fut, pendant une courte période, assuré par des soldats-enseignants avant que la relève ne soit prise par des enseignants volontaires, appelés Thomasites, en référence au transporteur de l'US Navy, *Thomas*, qui débarqua les 500 premiers volontaires le 21 août 1901 à Manille. Jusqu'en 1921, de nouvelles vagues d'enseignants volontaires sont renforcés par les soldats démobilisés, leurs épouses, voire les épouses de *businessmen* (Thompson, 2003 : 21). L'importance des Thomasites ne se mesure pas seulement à leur rôle d'enseignants mais aussi à leur fonction de formateurs pour enseignants. Au moment de leur départ en 1921, 91 % des enseignants étaient déjà des Philippines tandis que la moitié de la population affirmait parler anglais, ce qui fait dire au linguiste Gonzalez que la rapidité de la diffusion de l'anglais aux Philippines est sans précédent dans l'histoire coloniale, et explique par ailleurs la formation précoce d'un anglais des Philippines (1998a : 27-28).

Après l'élection de F.D. Roosevelt en 1933, les Philippines sont réorganisées en Commonwealth en 1935 et reçoivent la promesse d'accéder à l'indépendance dans les dix ans. Pendant cette période transitoire, le président philippin du Commonwealth, Manuel Quezon, dirige de fait son pays. D'origine filipino-espagnol, il est donc *mestizo*, comme Jose Rizal avec qui il partage le titre de père de la nation. Appartenant à l'ethnie tagalog, il s'exprime le plus aisément en espagnol mais va s'appliquer à défendre l'anglais dans lequel il voit « un instrument de justice sociale contre les *illustrados* » (Guéraiche, 2004 : 132). Il s'oppose à l'espagnol notamment dans les cours de justice où se joue la domination des dynasties locales. L'institut de la langue nationale, créé en 1936, recommande l'année suivante d'adopter le tagalog comme langue nationale et l'enseignement du tagalog est imposé en 1940. Cette date marque le début d'une nouvelle ère, où l'anglais est mis en concurrence avec la nouvelle langue nationale. À partir de ce moment, le niveau des Philippines en anglais baisse sensiblement. Pour rendre accessible l'école au plus grand nombre, un régime d'enseignement à double rotation est mis en place (classes réparties sur deux demi-journées), le curriculum de l'école élémentaire passe de sept à six ans. Le temps d'enseignement en anglais s'en trouve réduit de moitié au bénéfice du tagalog. Cette évolution incite les familles les plus aisées à

inscrire leurs enfants dans des écoles privées qui, elles, proposent un enseignement uniquement en anglais. L'anglais parvient à se maintenir et survit à l'indépendance formelle accordée symboliquement un 4 juillet, en 1946. Non seulement il freine la création d'un nationalisme linguistique, mais surtout il devient un instrument de ségrégation éducative qui contribue à creuser les inégalités. Dans les années 1950 et 1960, le déclin de l'anglais s'accélère.

Une troisième période, à partir de 1974, voit l'anglais conserver une place relative mais privilégiée au sein d'un système éducatif d'abord bilingue (1974-2009) puis plurilingue (depuis 2009). Le pouvoir symbolique de l'anglais demeure primordial : c'est toujours la langue du pouvoir, du prestige et de la mobilité sociale. Au cours de cette période, il joue un rôle clé dans les politiques de développement (voir *infra*). Mais il est de plus en plus chargé d'une dimension de classe et semble structurer une hiérarchie sociale de type néocolonial. Pour décrire la structure sociale des Philippines, Anderson recourt à la notion de « démocratie cacique » (2004 : 192-226). Celle-ci décrit la domination sociale d'un petit groupe de Philippins « caciques », l'élite *mestizo*, sur les masses. Constituée au cours de la colonisation espagnole, cette élite s'est retrouvée avantagée par l'introduction du modèle politique américain sur le territoire philippin. En effet, le système bicamériste et les élections locales importées se sont retrouvés coïncider avec la géographie sociale des *mestizos* dont la base économique était implantée dans les provinces et les *haciendas* agricoles. Ainsi la combinaison du système électoral américain et du caciquisme espagnol, associée à la fragmentation géographique et ethnolinguistique de l'archipel, a produit à la fois une dispersion horizontale du pouvoir et sa concentration verticale. La démocratie philippine, de fait, a immédiatement été confisquée par la minorité la plus riche, qui n'a eu de cesse depuis, de s'enrichir en accaparant les fruits de la croissance. Inachevée, cette démocratie s'arc boute depuis son origine sur le népotisme et le capitalisme de connivence (*crony capitalism*). Sur la période 2013-2016, les dynasties politiques, implantées dans toutes les provinces, représentaient 74 % des élus de la Chambre des Représentants, 80 % des sénateurs, 85 % des gouverneurs de province et 84 % des maires (Tadem & Tadem, 2016).

Ce clivage qui structure en profondeur la société philippine détermine le niveau en anglais. Si l'on peut dire de l'anglais qu'il est une langue seconde pour l'élite, pour le reste du pays, le terme de semi-linguisme semble plus approprié. À fortiori l'anglais demeure une langue étrangère pour une bonne partie de la population (Thompson, 2003 : 57). En revanche, les classes moyennes ou plus modestes voient toujours dans l'anglais une garantie pour progresser dans la société. Bien que perçu comme prestigieux, l'usage de l'anglais est limité dans la vie quotidienne. Il est très rare que l'anglais soit parlé à la maison ; lorsqu'il est utilisé, il est alors associé à une langue locale ou régionale. L'exposition à l'anglais avant l'école se fait donc généralement grâce à la télévision, la radio et le cinéma. Dans les couches supérieures, parler dans un anglais pur est perçu comme une forme d'afféterie ou de fanfaronnade déplacée et sera donc source de ridicule (*op.cit.* : 55).

## **Du nationalisme linguistique à l'écologie des langues ?**

### *Le fantôme de la langue nationale*

La question de la langue nationale a été posée systématiquement dans les moments clés de l'histoire du pays. Chaque fois qu'une nouvelle Constitution a été préparée (1897, 1898, 1935, 1973 et 1987), elle s'est imposée au cœur des débats. Certes, il y eut des pics de conscience supra-ethnique : pendant la Convention pour la Constitution de Malolos en 1898, la Convention constitutionnelle du Commonwealth en 1934, sous l'occupation japonaise (1942-1945) et pendant la révolution des 22-25 février 1986 qui vit le départ forcé de Ferdinand Marcos. Mais dans ces intervalles, les Philippines se sont souvent déchirés sur la question

linguistique, affichant leurs divisions en tant que nation (Gonzalez, 1989 : 1-3). Les premières générations de nationalistes philippins étaient imprégnées du paradigme européen de consubstantialité de la relation entre langue et nation. Dans la tradition de Herder et de Humboldt, la langue nationale est chargée d'incarner la nation. Les siècles de colonialisme ont donné au pays ce désir d'accéder à l'unité. « Que seront les Philippines le jour où nous nous comprendrons les uns les autres ? » s'interrogeait Jose Rizal dans *El Filibusterismo* (1984 : 146). Au moment de la guerre philippine-américaine (1898-1902), les Philippines demeurent « un territoire sans Philippines » (Guéraiche, 2004 : 131). Il reste encore à créer une « communauté imaginée » à travers un nationalisme linguistique (Anderson, 1983).

Un tournant est pris dans les années 1930 avec la sélection du tagalog, la langue de l'ethnie majoritaire à Manille et sa région, comme langue nationale. La capitale est certes le centre du pouvoir depuis l'époque coloniale espagnole, et l'élite qui prend part au Commonwealth est majoritairement d'origine tagalog, mais sur le plan numérique, à l'échelle de l'archipel, c'est le bisaya, parlé dans les Visayas et à Mindanao qui domine. À l'époque, le total des locuteurs de dialectes proches du Cebuano dans les Philippines centrales et septentrionales dépasse les locuteurs du tagalog : 40 % de la population contre environ 25 %. Mais ces chiffres sont manipulés pour favoriser le tagalog aux dépens du bisaya, ce qui va nourrir une rancœur et la résistance à la diffusion de la langue nationale dans ces régions. Le débat sur la langue nationale prend dès lors une dimension ethnolinguistique (Gonzalez, 1991) où planent des accusations de « colonisation intérieure » et d'impérialisme tagalog (Tupas & Lorente, 2014 : 4). Cette querelle entre pro-tagalog et pro-bisaya va se muer en bataille entre d'un côté les « puristes », défenseurs d'une langue nationale basée sur du tagalog pur de toute influence extérieure, et de l'autre les « fusionnistes », qui promeuvent une langue nationale intégrant à égalité les langues de l'ensemble des groupes présents dans l'archipel. S'y ajoute un autre camp, qui souhaite maintenir l'anglais. En 1959 la langue nationale est rebaptisée pilipino pour neutraliser les oppositions ethnolinguistiques mais elle demeure essentiellement basée sur une idéologie puriste du tagalog. Dans la Constitution de 1973, le pilipino (noté avec un p) est rebaptisé filipino (noté avec un f) marquant ainsi une nouvelle distanciation symbolique d'avec le tagalog où le son /f/ est inexistant : on tente, à la marge, de dé-ethnicher le filipino pour lui donner une dimension nationale. Pour autant, ces subterfuges ne trompent personne : la base multilingue de la langue nationale n'est que théorique et le filipino n'est qu'un autre nom pour pilipino ou tagalog. Cette période est d'autre part marquée par un activisme étudiant anti-impérialiste contre les États-Unis et l'anglais (Thomson, 2003 : 37). Alors que dans les années 1970, le filipino et l'anglais étaient appris pour des raisons plutôt instrumentales qu'intégratives, une enquête de grande envergure menée en 1985 par les linguistes Gonzalez et Sibayan révélait que le filipino était désormais accepté comme langue nationale et le symbole de l'unité nationale. En revanche le refus des enquêtés d'assimiler la maîtrise du filipino au sentiment nationaliste est révélatrice des difficultés à maîtriser la langue. Dans la Constitution actuelle, rédigée en 1987 après la révolution qui chassa Marcos du pouvoir, le filipino est l'unique langue nationale et partage le statut de langue officielle avec l'anglais. La majorité des Philippines semble avoir accepté le filipino comme langue nationale. Dans la situation actuelle, « le filipino est le tagalog courant, alors que le registre littéraire du tagalog n'est enseigné qu'au niveau des études spécialisées universitaires » (Luquin, 2013 : 290).

#### *Vers la prise en compte du plurilinguisme de l'archipel ?*

L'adoption du Programme d'éducation bilingue (*Bilingual Education Program* ou BEP) en 1974 introduit une nouvelle rupture, cette fois dans le système éducatif, et constitue un jalon supplémentaire dans la résistance à la domination néo-coloniale de l'anglais, après la sélection du tagalog comme langue nationale en 1937, rebaptisé pilipino en 1959 puis filipino en 1973.

Il s'agit alors de l'une des premières expérimentations de ce type. L'enseignement se trouve désormais partagé entre l'anglais, pour les sciences et les mathématiques, et le filipino pour les autres disciplines, avec l'objectif de développer une conscience nationale, que certains estiment avoir été bloquée par l'anglais. Quinze ans plus tard, en 1988, Gonzalez et Sibayan réalisent une évaluation du BEP et en tirent trois conclusions. Premier constat : en confrontant à une double altérité langagière (filipino et l'anglais) les élèves qui n'ont pas le tagalog comme langue maternelle, le BEP marginalise une partie de la population et crée une grande disparité de réussite scolaire à l'échelle nationale. Ceux-là doivent en effet apprendre deux langues, quand les locuteurs tagalogs ne doivent apprendre que l'anglais. Second constat : le BEP permet de faire progresser le niveau de l'éducation dans les sciences sociales mais il est parallèlement à l'origine du déclin du niveau en anglais. Troisième constat : le BEP n'affecte que très peu le sentiment nationaliste dans la mesure où les personnes interrogées sont unanimes pour rejeter l'idée que le nationalisme peut être mesuré en fonction du degré de maîtrise de la langue ou de la préférence pour l'anglais. Cette enquête montrait par ailleurs que la plupart des Philippins (étudiants et enseignants) souhaitent partir travailler à l'étranger pour gagner de l'argent avant de revenir aux Philippines vivre dans de meilleures conditions. Autrement dit, s'il y a rupture avec la domination exclusive de l'anglais dans le système éducatif, le filipino ne l'a pas remplacé en termes de pouvoir symbolique. Selon Castillo, au seuil des années 2000, un grand nombre d'écoles n'avait de fait toujours pas mis en place le système du BEP, notamment dans les villes du sud de l'archipel où l'anglais est privilégié comme langue unique (Bernardo, 2004 : 22).

Pour résoudre le problème de l'anglais dans un contexte où cette langue est essentielle pour l'économie du pays, le BEP est remplacé en 2009 par un système d'éducation plurilingue basé sur les langues maternelles (*Mother Tongue-Based Multilingual Education*). Dix-neuf langues maternelles ont été officiellement reconnues dans ce cadre pour servir de langue d'enseignement jusqu'au CM2 inclus. Cette réforme se base sur le postulat que la langue maternelle est le médium d'instruction le plus efficace à l'école primaire. Une série de rapports et d'études vient renforcer la position de ceux qui s'opposent à la politique de l'enseignement en anglais. Le Rapport Prator recommande de basculer de l'anglais langue maternelle à langue seconde, ce qui conduit à l'introduction progressive de la méthode de l'anglais langue seconde (TESL) tout au long des années 1960. L'expérimentation menée par Jose V. Aguilar à Iloilo avec la langue Hiligaynon comme médium d'instruction (1948-1954) montre que les élèves au niveau élémentaire apprennent mieux dans leur langue natale qu'en anglais (Bernardo, 2004 : 19). En 1953, un rapport de l'UNESCO proclame la nécessité d'enseigner dans la langue maternelle en début de scolarisation et d'assurer une connaissance solide de cette langue (1953 : 691). Les vernaculaires trouvent donc peu à peu une place dans le système éducatif au cours de cette période.

Ce système réalise le dépassement de l'opposition entre l'anglais et le filipino qui a longtemps structuré les débats autour de la langue nationale et qui a contribué à masquer le rôle des langues maternelles dans l'éducation et le développement social (Tupas & Lorente, 2014 : 9). En reconnaissant le plurilinguisme de l'archipel, cette nouvelle politique dissipe l'illusion qui a longtemps prévalu selon laquelle la langue nationale était une langue locale et donc la langue maternelle de tous les groupes ethniques de l'archipel et, à ce titre, la plus légitime au statut de langue nationale. En 2010, l'*Alternative Learning System Curriculum for Indigenous People* tente de répondre aux besoins spécifiques des communautés indigènes. Les ressources pédagogiques sont désormais rédigées dans la langue maternelle des apprenants par des enseignants locaux ou par des experts (contenu culturel adapté à la culture locale : croyances, pratiques hygiéniques, santé et nourriture) (*op.cit.* : 11).

Néanmoins, la justification idéologique de ce basculement est moins à chercher du côté d'une quelconque volonté de défendre ou promouvoir les identités régionales que dans celle



de faciliter l'apprentissage de l'anglais et du filipino. En réalité, ce système ne promeut les langues régionales que pour assurer une meilleure maîtrise de l'anglais, en se fondant sur les études déjà mentionnées qui ont montré que la maîtrise de la langue maternelle était essentielle pour apprendre d'autres langues. Le statut de l'anglais comme langue primordiale demeure inchangé. Ce qui a changé, c'est la façon d'envisager la diversité linguistique qui, de problème est devenue la solution. La complexité linguistique et ethnique constitutive de l'archipel semble enfin acceptée (*ibid.*). En ce sens, le *Mother Tongue Based Multilingual Education* marque le basculement vers ce que Calvet appelle « approche écolinguistique » au sens où il marque une adaptation à l'environnement, à la distribution spatiale des langues dans l'archipel (1999 : 17).

### *Le maintien de l'anglais dans le système éducatif en question*

Deux types d'arguments sont généralement opposés au maintien de l'anglais dans le système éducatif philippin. Le premier, de type nationaliste, condamne l'inculcation d'une mentalité de subordonné vis-à-vis de l'ancien maître américain pour dénoncer ce que l'historien nationaliste Renato Constantino a appelé la « mauvaise éducation » des Philippines (1966). Selon Rolando Tinio, « les Philippines affirment toujours avec bonheur : “nous sommes le troisième plus grand pays anglophone au monde !” (...) » et ce faisant « ils ont tendance à voir le monde à travers des yeux américains en acceptant le critère de référence américain comme le standard approprié pour mesurer toute forme de vie ou de culture » (Bautista, 2008 : 6). L'anglais entraverait le développement d'une conscience nationale et perpétuerait donc une dynamique coloniale. Selon Tupas, l'oubli de la guerre américano-philippine (1898-1902) et du rôle que joua l'élite dans la campagne de pacification qui s'ensuivit, constitue le « problème national » des Philippines (2008 : 63) en lien direct avec la fracture actuelle entre l'élite et les masses. Reprenant à son compte la théorie de la violence symbolique de Bourdieu, Tupas y trouve une clé pour analyser le cas philippin où l'oubli de la configuration coloniale et de ses prolongements dans la société actuelle représente un impératif politique structurant le pays et révélant ses inégalités sociales. « Déconnecter le présent du passé est en soi une pratique sociale » (*op.cit.* : 54) sinon une stratégie qui permet à la classe dominante de maintenir les structures sociales existantes avec le consentement implicite des classes dominées.

D'où le lien avec le second argument opposé à l'anglais, qui porte sur son rôle social. Il part du constat que si les Philippines, riches ou pauvres, admettent en général que l'anglais est la langue de la mobilité sociale, tous n'ont pas accès à la variété d'anglais qui permet en effet de s'élever dans l'échelle sociale. Ceux qui bénéficient le plus de l'enseignement en anglais sont ceux qui grandissent dans un environnement anglophone, mais la majeure partie de la population doit se débrouiller tant bien que mal avec ce qui n'est autre pour eux qu'une langue étrangère. D'après Tollefson, la politique de l'anglais aux Philippines remplit deux fonctions : faire échouer le plus grand nombre et produire un contingent de diplômés ayant les compétences linguistiques nécessaires en anglais. Ainsi le système éducatif produit une hiérarchie de la main d'œuvre avec des niveaux d'anglais correspondant à destination du marché du travail extérieur (1991 : 151). Certes l'anglais permet de surmonter l'opposition traditionnelle entre les groupes ethnolinguistiques, mais il renforce désormais les inégalités économiques et bloque ainsi l'unification linguistique, cette fois-ci au niveau social. Gonzalez recourt à la notion d'« édulectes » pour décrire les sous-variétés de l'anglais des Philippines, pour souligner que le niveau d'anglais dépend d'abord du niveau d'éducation et du type d'école dans lequel l'on est scolarisé. L'anglais étant généralement appris à l'école, c'est le type d'établissement qui détermine la qualité de l'anglais enseigné. Or comme la qualité dépend des frais de scolarisation, l'école reflète la situation socio-économique de la famille de l'étudiant (2008 : 20-21).

## Langues-archipels : le cas des langues de contacts en milieu urbain

Deux langues portent à divers degrés la trace des échanges à l'intérieur de l'archipel et de son inscription dans la dynamique de la mondialisation luso-ibérique des 16<sup>ème</sup> et 17<sup>ème</sup> siècles puis américaine au 20<sup>ème</sup> siècle.

### Un créole pan-philippin hérité des villes de garnison espagnoles : le chavacano

La colonisation espagnole, on l'a vu, est restée numériquement réduite du 16<sup>ème</sup> à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle et le personnel colonial, à l'exception notoire des ordres religieux, est resté cantonné dans des villes de garnison comme Vigan (nord de Luzon), Manille (camps d'Ermita et de Cavite) et Zamboanga (sud de Mindanao). Dans ces casernes cohabitait une armée hétéroclite composée de soldats mexicains hispanisants et d'autochtones originaires de Luzon et des Visayas, parlant diverses langues philippines. Certaines de ces villes étaient d'autre part d'importantes places commerciales fréquentées par les marchands étrangers. C'est dans ce contexte urbain militaire et commercial que s'est développé une langue de contact : le chavacano. Le terme signifie « vulgaire », « commun » en espagnol. Décrit comme une langue de la rue, il était opposé au castillan parlé par les *illustrados* (Lipski, 2001 : 131). Le chavacano désigne en fait un groupe de langues connu sous le nom de créoles espagnols philippins qui connaît des déclinaisons régionales (ils forment avec les créoles portugais d'Asie le sous-groupe des créoles ibéro-asiatiques). Des trois dialectes chavacano, le zamboangueno, parlé dans la ville de Zamboanga, est celui qui a connu la diffusion la plus grande et la plus durable. Le chavacano est formé d'un lexique à dominance espagnole et de structures grammaticales basées sur les langues locales. Il constitue un cas intéressant pour l'étude de la typologie des langues créoles puisqu'il rompt avec l'ordre usuel sujet-verbe-objet et suit l'ordre typiquement austronésien verbe-sujet-objet (*op.cit.* : 124). Ce cas singulier est d'autant plus intéressant qu'il est le seul créole à base lexicale espagnole aux Philippines et en Asie<sup>9</sup>, ce qui en fait l'homologue unique des créoles à base lexicale portugaise que l'on trouve à Malacca (Malaisie), à Macao, en Inde et au Sri Lanka.

1631 : des prêtres espagnols sont envoyés en mission d'évangélisation à Zamboanga, mais les raids des pirates et des esclavagistes menés depuis Jolo et l'archipel de Sulu voisin rendent leur activité périlleuse, nécessitant la construction de fortifications militaires. Un fort est construit pour accueillir une garnison ; la ville devient le poste méridional le plus avancé du dispositif militaire espagnol à Mindanao. Elle demeurera du 16<sup>ème</sup> au 18<sup>ème</sup> siècle, le point focal des affrontements entre les soldats de la Couronne d'Espagne et les Moros. Rappelées à Manille pour protéger la ville contre la menace d'une attaque du pirate chinois Koxinga, qui vient de prendre Taiwan aux Hollandais, les troupes espagnoles abandonnent le fort en 1662. Zamboanga est reprise et le fort Pilar reconstruit en 1719. La garnison est alors composée de soldats mexicains et de soldats en provenance de Luzon et des Visayas. L'intimité des soldats avec les communautés locales, les intermariages et l'existence d'un ennemi commun en la personne des Maures favorise l'émergence d'une lingua franca. Ainsi le chavacano ne résulte pas de la rencontre entre un groupe d'hispanisants et une communauté indigène homogène, mais plutôt de celle entre des groupes hétérogènes en provenance de maintes régions de l'archipel et qui avaient besoin d'une langue de communication. On retrouve ainsi du lexique de la langue hiligaynon parlée sur l'île de Panay, dans les Visayas, probablement en raison du rôle de transit entre Manille et Zamboanga joué par le port de Iloilo, mais aussi parce que de nombreux maçons furent recrutés sur l'île de Panay pour la construction des défenses

<sup>9</sup> La chavacano appartient au petit groupe des créoles espagnols, avec le Palenquero en Colombie et le Papiamentu dans les Antilles néerlandaises.



militaires de Zamboanga. De sorte que la langue représente ce que Lipski appelle « une langue de contact hybride pan-philippine » (*op.cit.* : 149).

### Carte 2 : le chavacano



En étudiant la structure des pronoms personnels en chavacano, Steinkrüger (2006) déborde le cadre géographique des Philippines et se projette au-delà de la prédominance lexicale de l'espagnol. Il montre que la grammaire et la syntaxe du chavacano partagent des caractéristiques communes avec les langues luso-asiatiques forgées au cours de la mondialisation des 16<sup>ième</sup> et 17<sup>ième</sup> siècles, à l'époque du galion de Manille<sup>10</sup>. Ce faisant, il met en évidence les contacts existant entre les îles philippines et les possessions portugaises en Asie à une époque où le malais et le portugais étaient toutes deux lingua franca dans la région (*op.cit.* : 2). Les variétés modernes du chavacano révèlent ainsi des situations de contacts complexes tant au niveau de l'archipel, pour leurs caractéristiques les plus récentes, qu'au niveau régional.

Aujourd'hui sixième ville du pays avec près de 900 000 habitants, Zamboanga est toujours sur la ligne de faille qui sépare la civilisation chrétienne occidentalisée dominant les Philippines et la civilisation islamique qui rattache l'archipel au reste du monde malais. La ville se partage comme rarement dans le pays entre 62 % de catholiques et 35 % de musulmans. La variante zamboangano du chavacano est la langue maternelle de la majorité de la population. Elle est parlée dans une zone géographique relativement limitée, à Zamboanga City et ses alentours et dans l'île-province voisine de Basilan par 293 000 à 480 000 personnes selon les sources. Depuis 2011, certaines écoles élémentaires de Zamboanga proposent un enseignement en chavacano avec des manuels idoines dans le cadre du programme *Mother-Tongue Based Multilingual Education*.

À la faveur de divers mouvements migratoires, on retrouve des locuteurs de chavacano à Davao et à Jolo, mais également sur l'île de Bornéo à Semporna, dans la région malaisienne de Sabah. Dans la baie de Manille, le chavacano est en voie d'extinction mais Lesho & Sippola (2013) distinguent deux évolutions différenciées à Cavite (ville intégrée à la conurbation de Metro Manila) et à Ternate (qui en est séparée d'une soixantaine de kilomètres). À Cavite où le nombre de locuteurs oscille entre 3 000 et 7 000, la transmission intergénérationnelle semble rompue puisque aucun locuteur de moins de 50 ans n'est référencé, ce qui n'est pas le cas à Ternate où l'on trouve quelques jeunes parmi les 3 000 locuteurs identifiés – insuffisant toutefois pour espérer perpétuer la langue (*op.cit.* : 23-24). Dans les deux cas donc, le tagalog est en voie de supplanter le chavacano.

### **Le taglish, symbole actuel de l'identité plurielle et métissée des Philippines**

L'observateur étranger qui arrive à Manille est d'emblée confronté à la prééminence de l'alternance codique dans laquelle il reconnaîtra des éléments anglais associés au tagalog, que ce soit dans les affichages ou dans les conversations. On l'entend dans la rue, à la télévision, sur les campus universitaires ou encore dans les palais de justice, dans les villes comme auprès de la diaspora philippine : tous les niveaux de langue sont concernés. Cette pratique de l'alternance codique est mieux connue sous le nom de *taglish*, amalgame lexical de « tagalog » et de « english », qui révèle son ancrage originel dans la métropole de Manille. Il est devenu « la lingua franca des villes philippines » (Bautista, 2004 : 226) au même titre que le singlish, l'anglais parlé de Singapour, s'est imposé comme un marqueur fort de l'identité singapourienne. Dans la mesure où la langue de l'ethnie tagalog se confond avec le filipino, le taglish désigne plus généralement l'alternance entre la langue nationale et l'anglais voire même entre les langues locales ou régionales et l'anglais (on parle de bisglish, par exemple, pour désigner l'alternance entre le bisaya et l'anglais dans la région des Visayas). De façon significative, le taglish place ces langues au même niveau, contrairement au singlish dont les

<sup>10</sup> Le galion de Manille réfère aux navires espagnols qui ont opéré de 1565 à 1815 la connexion transpacifique entre le port de Cavite à Manille et le port d'Acapulco en Nouvelle-Espagne (Mexique). Acheminées par voie terrestre d'Acapulco jusqu'à Veracruz, dans le golfe du Mexique, les marchandises asiatiques traversaient ensuite l'Atlantique avant d'atteindre l'Espagne.

structures anglophones sont en grande partie modifiées par le malais ou le hokkien. En cela il est plus proche de l’alternance codique entre l’espagnol et l’anglais qui a cours à Puerto Rico ou aux États-Unis près de la frontière mexicaine (*ibid.*).

Le taglish est apparu à la fin des années 1960 lorsque les Philippins éduqués ont commencé à rejeter les néologismes tagalogs notamment dans les sciences sociales. Ces nouvelles formations sémantiques leur apparaissant lourdes et malcommodes, ils ont spontanément parsemé de mots anglais leurs discours académiques en tagalog. Le mélange avec l’anglais était alors appelé *halo-halo* (en anglais : mix-mix). Mais c’est la mise en œuvre de la politique d’éducation bilingue à partir 1974 qui va précipiter sa diffusion (Sibayan, 1978 : 44). Peu à peu ce qui était de simples emprunts lexicaux s’est propagé et systématisé en une alternance codique. La thèse fondatrice de Bautista réalisée entre 1974 et 1980 montre en effet que le taglish obéit à des règles, contrairement à l’idée reçue – aujourd’hui encore dominante – selon laquelle il trahirait nécessairement un manque de contrôle linguistique. Le taglish est peu à peu devenu une sorte d’« anglais philippin de la rue » (Thompson, 2003 : 41), perçu par ses détracteurs comme une langue bâtarde risquant de freiner l’unification nationale. Une grande figure du nationalisme de l’époque comme l’historien Teodoro Agoncillo le dénonçait tout en y recourant (Rafael, 2000 : 171). La radio et la télévision ont parachevé sa diffusion rapide. Dès le début des années 1990, Sibayan notait que le taglish était sur le point de devenir une langue à proprement parler (1994 : 220). L’éruption des médias sociaux dans les années 2000 a contribué à sa systématisation, y compris dans les domaines réservés à l’anglais même si, à l’exception des tabloïds, il demeure présentement sans littérature. Officiellement le taglish n’existe ni dans la Constitution ni dans les salles de classe où il est pourtant admis qu’il est devenu la langue d’enseignement de fait dès les années 1980. Pour Bernardo (2005 : 162), qui appelle à son officialisation dans les salles de classe, le taglish pose principalement un défi aux linguistes philippins qui devraient selon lui cesser de considérer l’alternance codique comme une solution de compromis mais bien comme une option positive. Ce changement de façon de voir le taglish et plus généralement l’alternance codique correspondrait aussi à un basculement dans la façon de considérer les Philippins eux-mêmes, non plus en terme fractionnel (moitiés de bilingues, etc.) mais bien en tant que personnes unes et multiples.

S’il tend désormais à être perçu comme une langue au même titre que l’anglais et le filipino, il reste aussi souvent associé à un sentiment de culpabilité lié à l’incompétence linguistique chez les classes populaires. De fait, Bautista (1999) identifie deux types de taglish : l’un axé sur la double compétence linguistique en tagalog et en anglais, qui correspond effectivement à la compréhension usuelle du terme ; l’autre régi par un déficit linguistique dans l’une ou l’autre langue, voire dans les deux.

Dans le premier cas, l’alternance codique permet entre autres de préciser sa pensée, de ménager une transition, de créer un effet comique ou une atmosphère, ou encore de combler, ou créer, une distance sociale (Goulet, 1971 : 83). Quelques exemples tirés de spots publicitaires des chaînes de télévision ABS-CBN et GMA analysés par Tojolosa (2013) donneront ici une idée d’emplois significatifs. Nous en retenons deux, l’instauration d’une distance communicative et la motivation stylistique :

**Ang paspasan at gitgitan, kayang kaya.** Modess with total protect system not only prevents leaks but also neutralizes odor and helps prevent irritation. **“Ate”.**Bigay todo ka with Modess.

La précipitation et la foule ne sont rien. Grâce à son système de protection totale, Modess élimine non seulement les écoulements mais aussi neutralise les odeurs et aide à prévenir les irritations. Tu iras loin avec Modess<sup>11</sup>.

<sup>11</sup> Nous ne traduisons pas ici le mot *ate*, “grande sœur”, qui permet dans le contexte publicitaire de s’adresser à toutes les femmes en mêlant politesse et proximité.

Ici, les mots de l'hygiène personnelle "écoulements" (*leaks*) et "odeurs" (odor), bien que disposant d'une traduction en filipino, sont esquivés dans la mesure où leur emploi est jugé embarrassant dans la culture philippine et a fortiori dans une annonce publicitaire pour des serviettes hygiéniques à la télévision. Le passage à l'anglais a valeur d'euphémisme : il permet de faire allusion aux référents sans l'emploi direct des termes refoulés (Tojolosa, 2013 : 72).

- motivation stylistique :

Alcohol, smoking, or lack of exercise. **Kahit isa lang diyan puwedeng makahina ng buto. Baka ka lumiit. Ayokong lumiit.** Take Caltrate **habang bata pa. Patibayin ang buto.**

*Alcool, cigarette, manque d'exercice peuvent affaiblir nos os. Vous pourriez rétrécir. Je ne veux pas rétrécir. Prenez Caltrate pendant que vous êtes encore jeune. Cela renforce vos os.*

Dans ce passage, on observe un basculement de l'alternance codique d'abord inter-phrastique à une alternance intra-phrastique. Ce changement signale que l'on passe du mode de discours informatif à un mode assertif.

Le taglish révèle ici une identité duale à laquelle correspondent les deux langues à disposition. Le locuteur dispose de ce que Myers-Scotton appelle une « stratégie d'identités multiples » (Bautista, 2004 : 229). L'alternance codique peut ainsi être envisagée comme un mode de discours ou une compétence communicative et stratégique qui consiste à sélectionner dans le répertoire plurilingue le mot le plus direct, le plus court ou le plus pratique permettant d'optimiser le temps et les ressources linguistiques (Bautista, 2004 : 230).

Dans le second cas, celui d'un déficit linguistique, l'alternance codique peut tout aussi bien combler des lacunes linguistiques que créer un effet comique malgré soi avec un « un anglais plein d'abus de langage » : le locuteur pense parler anglais mais parle taglish sans le savoir (Rafael, 2000 : 174).

Dans le contexte postcolonial de l'archipel caractérisé par des appartenances identitaires multiples, le taglish se charge d'une importante dimension sociopolitique : il permet de s'émanciper du carcan des forces homogénéisantes et oppressantes que représentent l'ethnicité (qui fige la langue comme l'incarnation d'une culture et d'une tradition), le nationalisme linguistique (qui mythifie la langue nationale comme symbole d'unité et de fierté nationale) et la mondialisation (qui réduit la langue à un outil pragmatique) (Tupas, 1999 : 2). Il met à distance, nivelle la hiérarchie des langues, reconfigure l'ordre social, comme sous la dictature de Marcos où il était devenu la lingua franca des dissidents, la langue de la résistance qui a permis d'exprimer un humour politique malgré la répression (Rafael, 2000 : 174-179). « N'appartenant à personne, donc théoriquement accessible à tous, le taglish sembl[e] capable d'apparaître partout : sur le marché, dans la rue, dans les bandes dessinées et parmi les communautés de Philippins d'outre-mer » (*op.cit.* : 179). Son caractère hybride et son ancrage territorial dans les centres urbains semblent avoir contribué à atténuer la dimension ethnolinguistique du filipino, dont on rappelle qu'il est un autre nom pour le tagalog, et facilité son acceptation. Néanmoins, il matérialise également l'échec de l'unification linguistique par le filipino en même temps que la duplicité des politiques linguistiques depuis l'indépendance. Si tous les gouvernements ont été confrontés aux défis matériels et financiers pour mener à bien les politiques linguistiques, force est de reconnaître que celles-ci ont souvent encouragé un enseignement à deux vitesses à la faveur de l'élite (Tollefson, 1991).

## Par-delà l'archipel : l'anglais et la dynamique spatiale du capitalisme

Alors que le taglish manifeste l'appropriation de l'anglais par les Philippins et sa reterritorialisation dans l'archipel, la langue de l'ancien colonisateur américain est devenue dans les années 1970 un vecteur essentiel des politiques économiques qui ont contribué à déterritorialiser et disperser des millions de Philippins de par le monde.

### L'anglais et la politique d'exportation de main d'œuvre

Dans les années 1970, l'instauration de la loi martiale a permis à Ferdinand Marcos d'imposer une politique économique labellisée « Nouvelle Société », orientée vers le développement. La restructuration de l'économie philippine pour privilégier l'agriculture commerciale et l'industrialisation orientée vers l'exportation a provoqué une détérioration des conditions économiques et sociales dans le pays. Pour résoudre le problème du chômage et celui de la balance des paiements, l'Etat philippin s'est positionné comme un État exportateur de main d'œuvre qui « mobilise ses citoyens et les envoie travailler à l'étranger pour des employeurs à travers le monde tout en générant un "profit" grâce aux transferts d'argent que les migrants adressent à leurs familles<sup>12</sup> » (Lorente, 2012 : 183-184). Cette politique a été assumée par tous les gouvernements depuis Marcos et présentée comme vitale pour le développement national. Les Philippines sont l'un des tous premiers pays à avoir répondu à la demande en main d'œuvre des pays pétroliers dans les années 1970, puis de Singapour et de la Malaisie dans les années 1980-1990. Aujourd'hui, les Philippines se sont imposées comme le premier pays exportateur de travailleurs temporaires sponsorisés par le gouvernement. Des employés domestiques, serveurs, agents d'entretien, plombiers, soudeurs, câbleurs électriques, personnels soignants, infirmiers sont envoyés dans plus de 200 pays (Philippine Overseas Employment Administration, 2010).

L'implémentation de la politique économique de la Nouvelle Société s'est assortie d'une restructuration du système éducatif pour répondre aux besoins spécifiques de l'industrie d'exportation. Alors que les années 1960 avaient été marquées par une effervescence nationaliste et la contestation de l'ordre américain, l'instauration de la loi martiale 1972 a permis à Marcos d'imposer l'anglais et de refonder le code du travail pour supporter l'un des piliers de sa Nouvelle Société : la diplomatie du développement. Les curricula, modifiés par décrets présidentiels, ont été réécrits pour privilégier des formations professionnelles et techniques tandis que la Banque mondiale finançait de nouveaux manuels scolaires (Tollefson, 1991). Le positionnement de l'Etat philippin en tant qu'exportateur de main d'œuvre détermine en grande partie l'instauration d'une politique d'éducation bilingue : la mise en place du programme d'exportation du travail (*Labour Export Program*) en 1974 et celle de la politique d'enseignement bilingue la même année sont indissociables (Gonzalez, 1998b ; Sibayan and Gonzalez, 1996). À partir de cette date, le processus de recherche d'une langue nationale est concurrencé, sinon supplanté, par les efforts d'insertion des Philippines dans l'économie mondiale. Au nationalisme linguistique succède un discours d'adaptation à la globalisation et à sa logique spatiale, qui présente les migrations de main d'œuvre et l'aspiration à travailler à l'étranger comme un processus naturel (Lorente, 2012 : 188) – dans lequel les Philippins eux-mêmes sont réduits au rang de ressource naturelle. La rhétorique néolibérale des discours officiels pose une stricte équivalence entre la compétence langagière en anglais et la compétitivité sur le marché international du travail. Chargé de sa valeur

---

<sup>12</sup> a state that – through institutional and discursive practices « mobilizes its citizens and sends them abroad to work for employers throughout the world while generating a "profit" from the remittances that migrants send back to their families and loved ones ».



économique toute particulière, l'anglais devient une chance qui favoriserait les Philippins dans une région encore peu anglophone.

L'éviction de Ferdinand Marcos par la révolution de février 1986 (*People Power*) n'y change rien. La nouvelle présidente, Corazon Aquino Cojuangco, illustre représentante de l'oligarchie *mestizo* chinoise, renforce cette politique et élève les travailleurs d'outre-mer (*Overseas Filipino Workers* ou OFW) au rang de « nouveaux héros » (*bagong bayani*). Alors que l'affaiblissement du niveau en anglais suscite de vifs débats au cours des années 2000, la présidence de Gloria Macapagal-Arroyo (2001-2010) bute elle aussi sur l'impérieuse dépendance de l'Etat envers les transferts d'argent (*remittance*) des OFW et aboutit à réaffirmer la valeur et la position de l'anglais aux Philippines. Cela s'exprime diversement, à travers la création de « english-only zones » et d'autres « English hours » dans les universités de Manille (Lorente, 2012 : 195). En 2007 des Language Skills Institutes (LSI) à destination des OFW sont créés à Manille et dans toutes les régions pour former en anglais les migrants. A l'occasion de l'une de ces inaugurations, le président de l'organisme gouvernemental qui pilote ces nouveaux instituts, a proposé d'appeler ces migrants les « travailleurs philippins du monde » (*Pinoy Workers of the World*). La définition qu'il en a proposé est édifiante : les ressources et la flexibilité linguistique sont formulées non seulement en tant qu'élément essentiel de la mobilité globale des Philippins mais surtout comme un marqueur de l'identité nationale authentique et a posteriori comme un motif de fierté nationale. De fait la rhétorique gouvernementale met depuis longtemps en avant la capacité de résilience attribuée aux Philippins pour justifier les conditions dramatiques dans lesquelles vivent généralement ces travailleurs d'outre-mer. Le territoire philippin étant confronté comme nul autre pays à de violents typhons, tremblements de terre et autres irruptions volcaniques, les cultures philippines, matérielles comme comportementales, ont pu être interprétées comme des adaptations à ces phénomènes naturels, ce que Bankoff a appelé des « cultures du désastre » (2002). C'est cette même qualité de résilience qui leur permettrait de s'adapter à tout environnement multiracial et plurilingue dans le cadre des contrats temporaires à l'étranger et de supporter les mauvais traitements qui leur sont réservés.

En février 1986, des millions de Philippins s'étaient rassemblés sur Epifanio de los Santos Avenue (EDSA), le périphérique à douze voies de Manille, pour faire tomber la dictature de Marcos. Aujourd'hui ils sont des millions à faire la queue, à longueur d'année, pour accéder aux bureaux de l'Administration des travailleurs d'outre-mer, sise sur les lieux mêmes de la révolution *People Power*, pour espérer rejoindre, grâce à leur maîtrise de l'anglais, les bataillons de travailleurs déracinés. Chaque jour, 3500 Filipinos quittent leur pays pour travailler à l'étranger (Riep, 2015). D'après la Banque Centrale des Philippines, 21,5 billions de dollars ont transité vers les Philippines via les Overseas Filipino Workers (OFW) en 2011, soit 13,5 % du PIB. D'autres sources évoquent jusqu'à 40 % du PIB (*Philippines Daily Inquirer* du 14 novembre 2012). Selon les dernières statistiques disponibles, en 2013, 10,2 millions de Philippins résidaient en permanence outre-mer ou y travaillaient dans le cadre de contrats temporaires, soit 10 % de la population totale.

La politique d'exportation de la main d'œuvre a connu récemment un développement remarquable avec le lancement de la réforme du système éducatif secondaire dite du K-12 (Kindergarten to Grade 12) en 2013. En passant de dix à douze années de scolarisation obligatoire, l'administration du président Benigno Aquino III (fils de l'ancienne présidente Corazon Aquino Cojuangco) a souhaité aligner les Philippines sur le processus de Bologne<sup>13</sup> et les accords de Washington<sup>14</sup> et accroître ainsi la mobilité professionnelle. Ces deux années

<sup>13</sup> Processus de Bologne : processus de rapprochement des systèmes d'études supérieures européens initié en 1998 qui a abouti à la création d'un espace européen de l'enseignement supérieur de 47 Etats en 2010.

<sup>14</sup> Accords de Washington : série d'accords signés entre pays d'Amérique et d'Asie depuis 1989 établissant des équivalences entre programmes internationaux délivrant le diplôme d'ingénieur.



d'enseignement supplémentaires forment le *Senior High School* (grades 11 et 12) à la fin du lycée. Plus que l'allongement de la scolarité, le marqueur de cette réforme est en réalité l'accent mis sur la technicisation des nouveaux curricula nommés *Technology and Livelihood Education* (TLE) et *Technical-Vocational Livelihood* (TVL) et qui proposent des parcours tels que l'entretien du domicile (*housekeeping*), les services ménagers (*household services*), le soudage, les services de restauration (*food and beverage services*) ou les prestations de soin (*caregiving*). Cette professionnalisation se fait au détriment des sciences humaines et sociales qui étaient jusqu'à présent obligatoires. L'histoire et la littérature philippine sont ainsi évincées de l'enseignement secondaire, de même que le cours d'éducation civique (l'ancien cours intitulé *Philippine Government and Constitution*). D'autre part, en passant de 51-63 unités d'enseignement obligatoires avant le K-12, à 36 unités avec le K-12, les Philippines passent en dessous du nécessaire requis par la plupart des universités asiatiques ou américaines (39 à 108 unités), ce qui cantonne de fait le système éducatif public à former des travailleurs peu ou semi-qualifiés aux plus bas salaires de la division internationale du travail (San Juan, 2016 : 95).

Financée par la Banque mondiale, la Banque asiatique de Développement, USAID et AusAid, la réforme du K-12 parachève l'alignement du système éducatif philippin sur le modèle néolibéral et aggrave la dépendance envers la politique d'exportation du travail. Elle adosse explicitement le système éducatif aux besoins en main d'œuvre des pays riches. Ceux-ci ont d'ailleurs été consultés en amont de la réforme pour constituer les curricula et définir les compétences attendues pour une employabilité immédiate (*employable skills*) via leurs chambres de commerce et d'industrie<sup>15</sup>. Loin de répondre aux critiques visant la dégradation dramatique de la qualité d'enseignement depuis plusieurs décennies, ce nouveau système semble n'avoir pour autre fonction que celle de former à de futurs emplois à l'étranger<sup>16</sup>.

### **L'anglais et l'industrie de la sous-traitance**

L'anglais est encore au cœur d'une industrie apparue dans le pays au début des années 2000 : la sous-traitance ou externalisation des processus d'affaires (*Business Process Outsourcing*, ou BPO) de secteurs industriels tels que les télécommunications, les services financiers, les services de paie, les secteurs hôteliers et manufacturiers ou encore les analyses de données. Les Philippines sont la destination préférée des entreprises qui requièrent des tâches de communication orale. Le pays a dépassé l'Inde dans ce domaine au début des années 2010. En effet, 70 % de l'industrie des centres d'appels ont fuité de l'Inde vers les Philippines alors que le coût de la main d'œuvre y est pourtant plus élevé. Le gouvernement britannique a quant à lui décidé d'externaliser aux Philippines le traitement des salaires de ses représentations diplomatiques à l'étranger – y compris de son ambassade en Inde (Winn, 2014). Certains géants indiens des BPO ont même ouvert des centres d'appels aux Philippines. A cela une raison : la question de l'accent. La majorité des entreprises de BPO sont américaines. Or quand les clients américains entendent l'accent indien, ils ont immédiatement conscience de parler à un centre d'appel en Inde. Ce n'est pas le cas avec l'accent philippin, qu'ils ont beaucoup de mal à situer. C'est donc bien l'anglais américain qui est recherché et favorisé aux dépens de l'anglais britannique nativisé en Inde. Même si les Philippines n'ont pas une réserve de main d'œuvre comparable à celle de l'Inde, le pays propose une combinaison d'avantages démographiques – 90 % des 100 millions de Philippines

<sup>15</sup> Les Chambres de commerce et d'industrie des USA, de l'Australie, du Canada, de l'Union Européenne ou encore du Japon et de la Corée du Sud ont ainsi signé une série de protocoles d'ententes (*Memorandum of Agreement*) avec le ministère de l'éducation (*Department of Education*) en soutien au K-12 de 2010 à 2016 (Cruz, 2016).

<sup>16</sup> Les gouvernements philippins ont systématiquement refusé de participer au Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) depuis son lancement en 2000.

ont moins de 55 ans –, économiques – bas salaires –, linguistiques et culturels – maîtrise et familiarité avec la langue et la culture américaine. Résultat : en l’espace d’une décennie, l’industrie des BPO est devenue le deuxième pilier de l’économie du pays. En 2016, elle a généré quelques 25 milliards de dollars soit 10 % de l’économie nationale – autant que la somme totale annuelle transférée par les OFW. Cette industrie employait la même année 1,2 millions de personnes et participait à hauteur de 8 % du PIB. Elle devrait dépasser les transferts des OFW dès 2018.

Cette présence des entreprises américaines dans le secteur des BPO dans l’archipel est emblématique de la relation postcoloniale qui lie les deux nations et de la perméabilité des Philippines à un capitalisme débridé. Ainsi les facultés de droit philippines ont leurs *curricula* calqués sur ceux des États-Unis et forment une réserve de juristes à bas coût pour les entreprises américaines. Autre exemple récent : suite à la promulgation en 2010 de la Loi sur la Protection des Patients et les Soins Abordables, dite « Obamacare », ce sont désormais des infirmières philippines qui apportent par téléphone une assistance médicale aux patients américains (*The Economist*, 2016). Le boom des centres d’appel transforme jusqu’au mode de vie des Philippines : la banalisation du travail de nuit créée de sérieux problèmes de santé publique. En 2014, une entreprise de construction a lancé un projet de mini-ville destinée à accueillir des travailleurs de BPO, avec logements, bureaux et boutiques fonctionnant à l’heure américaine (Winn, 2014).

## Conclusion

Les Philippines furent baptisées de façon programmatique d’un vocable qui énonce le défi existentiel de l’unité dans la pluralité. La période coloniale, espagnole puis américaine, a diversement marqué le paysage linguistique : l’espagnol fut un outil linguistique de domination dans une société féodale, tandis que l’anglais servit le projet égalitariste de démocratisation étasunienne, du moins jusqu’à l’indépendance. Face à une diversité ethnolinguistique extrême, la jeune nation philippine s’est choisie une langue nationale pour réaliser son unification linguistique. Las, c’était sans compter l’attachement aux langues locales. Ni l’anglais ni le filipino ne sont jamais parvenus à subsumer les identifications locales et régionales ; ils ont plutôt rajouté une dimension supplémentaire à une identité philippine qui se définit en termes d’appartenances multiples. Articulée à la pluri-dimensionnalité du territoire archipelagique, l’identité philippine se conçoit dans un rapport dialectique entre les vernaculaires, les véhiculaires régionaux et nationaux et les langues importées. Un citoyen peut se définir à la fois comme cebuano (niveau local), bisayan (niveau régional), philippin (niveau national) et se reconnaître une proximité linguistique et culturelle avec les États-Unis. Ces répertoires plurilingues ont produit des langues hybrides : le taglish est ainsi en voie de devenir à l’anglais ce que le chavacano est à l’espagnol. Le nationalisme linguistique étatique s’est heurté au maintien de la langue de l’ancien colonisateur américain. La dynamique qui le portait dans les années 1960 s’est brisée avec l’instauration de la loi martiale en 1972. Si aujourd’hui le filipino est bien perçu comme la langue nationale, il ne joue pleinement son rôle de communication inter-ethnique qu’avec l’aide de l’anglais, sous la forme hybride du taglish.

Dans un contexte sociopolitique marqué par la domination néocoloniale des masses par une élite oligarchique, le programme d’exportation de travailleurs contractuels initié par l’État philippin a eu une influence décisive pour le maintien de l’anglais dans le dernier quart du 20<sup>ème</sup> siècle. Les compétences linguistiques étant une ressource essentielle pour soutenir les flux de migration du travail, l’instrumentalisation du système éducatif et des langues d’enseignement a permis d’intensifier et d’institutionnaliser les politiques de migration du

travail. Celles-ci demeurent jusqu'à aujourd'hui le ressort le plus puissant en faveur de l'anglais aux Philippines. L'irruption foudroyante de l'industrie des centres d'appel au début des années 2000, n'a fait que renforcer cette tendance. L'anglais est perçu à la fois par l'Etat et par les Philippines eux-mêmes comme vital.

La dynamique pour les langues régionales enclenchée en 2009 apparaît pour le moins paradoxale, sinon en trompe l'œil. Les langues maternelles régionales ne semblent avoir voix au chapitre que dans la mesure où elles permettent d'optimiser un niveau d'anglais sur le déclin. Cette politique traduit de fait une prise de conscience de la diversité linguistique irréductible de l'archipel par l'État, mais ce réalisme favorise en premier le statut de l'anglais. Qu'il s'agisse des politiques linguistiques dans le système éducatif ou des formations linguistiques délivrées dans les instituts de langues destinés aux travailleurs d'outre-mer, l'Etat philippin ne fait que s'adapter aux besoins du marché. L'objectif prioritaire de l'Etat n'est pas de développer une conscience nationale ni de défendre une approche écolinguistique de l'archipel, il est de produire une main d'œuvre flexible, docile et déterritorialisée, capable de s'exprimer en anglais dans les situations les plus diverses : les « travailleurs du monde philippins ».

## Bibliographie

- ANDERSON B., 1983, *Imagined Communities, Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, London, Verso.
- ANDERSON B., 2004, *The Spectre of Comparisons: Nationalism, Southeast Asia, and the world*, Quezon City, Ateneo de Manila University Press.
- ARRAULT J.-B., 2005, « Du toponyme au concept ? Usages et significations du terme archipel en géographie et dans les sciences sociales », dans *L'espace géographique*, T.34, n°4, pp. 315-328.
- AGONCILLO T. & ALFONSO O., 1960, *A short history of the Filipino people*, Quezon City, University of the Philippines.
- BANKOFF G., 2002, *Cultures of Disaster. Society and Natural Hazard in the Philippines*, New York, Routledge.
- BAUTISTA M. L. S., 1999, « An analysis of the functions of Tagalog-English code switching : Data from one case », dans M. L. S. Bautista & G. O. Tan (Eds.), *The Filipino bilingual : A multidisciplinary perspective (Festschrift in honor of Emy M. Pascasio)*, Manila, Linguistic Society of the Philippines, pp. 19-31.
- BAUTISTA M.L.S., 2004, « Tagalog-English Code Switching as a Mode of Discourse », *Asia Pacific Education Review* (Vol. 5, pp.226-233), Seoul, Seoul National University.
- BAUTISTA M.L.S. & Bolton K., 2008, *Philippines English : Linguistic and Literary Perspectives*, Hong Kong University Press.
- BERNABE E.J.F., 1987, *Language Policy : Formulation, Programming, Implementation and Evaluation in Philippine Education (1565-1974)*, Manila, Linguistic Society of the Philippines.
- BERNARDO A.B.I., 2004, « McKinley's questionable bequest : over 100 years of English in Philippine education », *World Englishes*, Vol. 23, n° 1, pp. 17-31.
- BERNARDO A.B.I., 2005, « Bilingual Code-Switching as a Resource for Learning and Teaching : Alternative Reflections on the Language and Education Issue in the Philippines in Linguistics and language education in the Philippines and beyond », D.T. Dayag & J.S. Quakenbush (éd.). *Linguistic Society of the Philippines*, pp. 151-169.

- BERTRAND R., 2015, *Le long remord de la conquête. Manille-Mexico-Madrid : l'affaire Diego de Avila (1577-1580)*, Paris, Le Seuil.
- CALVET L.-J., 1999, *Pour une écologie des langues du monde*, Paris, Plon.
- CONSTANTINO R., 1966, *The Filipinos in the Philippines and Other Essays*, Malaya Books.
- CRUZ I., 2016, « Business and K to 12 » *Philippine Star*. 11 février, [www.philstar.com/education-and-home/2016/02/11/1551711/business-and-k-12](http://www.philstar.com/education-and-home/2016/02/11/1551711/business-and-k-12), consulté le 15/10/2017.
- DEVI-VOISSET R., 2003, « Du concept nousantarien aux Etats archipels : quelques aspects du régime juridique archipélagique dans le Pacifique ouest », dans Voisset G. (Ed.) *L'imaginaire de l'archipel*, Paris, Karthala, pp.71-90.
- DUMOULIÉ C. 2003, « *Les Iles enchantées* de Melville ou le double principe d'archipel et d'espérance », dans Voisset G. (Ed.), *L'imaginaire de l'archipel*, Paris, Karthala, pp. 53-70.
- FRANCIA L. H. 2010, *A History of the Philippines : From Indios Bravos to Filipinos*, New York, The Overlook Press.
- GONZALEZ A.B., 1989, « Language and nationalism in the Philippines : An Update ». *New Language Planning Newsletter*, n° 4(2), pp. 1-3.
- GONZALEZ A., 1991, « The Philippine variety of English and the problem of standardization », dans Tickoo M.L. (ed.), *Languages and Standards: Issues, Attitudes, Case Studies*, Anthology Series 26, Singapour, SEAMEO Regional Language Center, pp. 86-96.
- GONZALEZ A., 1998a, *Language and Nationalism: the Philippine Experience thus Far*, Quezon City, Ateneo de Manila University Press.
- GONZALEZ A., 1998b, « Post-Llamzon studies in the Philippine English », dans Bautista (Ed.) *Pagtanaw : Essays on Language in Honor of Teodoro A. Llamzon*, Manila, Linguistic Society of the Philippines.
- GONZALEZ A., 2008, « A favorable climate and soil : A transplanted language and literature », dans Bautista & Kingsley Bolton (Ed.), *Philippine English. Linguistic and Literary Perspectives*, Hong Kong University Press, pp. 13-27.
- GONZALEZ A. & SIBAYAN B.P., 1988, *Evaluating Bilingual Education in the Philippines (1974-1985)*, Manila, Linguistic Society of the Philippines.
- GOULET R. M., 1971, *English, Spanish and Tagalog: A study of grammatical, lexical and cultural interference*, Philippine Journal of Linguistics Special Monograph, Manila, Linguistic Society of the Philippines.
- GUÉRAICHE W., 2004, *Manuel Quezon : les Philippines de la décolonisation à la démocratisation*, Paris, Maisonneuve et Larose.
- LESHO M. & SIPPOLA E., 2013, « The Sociolinguistic Situation of the Manila Bay Chabacano-Speaking Communities » dans *Language Documentation & Conservation*, n° 7, pp. 1-30.
- LIPSKI J., 2001, « The place of Chabacano in the Philippine linguistic profile », dans *Estudios de Sociolingüística*, n° 2 (2).
- LORENTE B. P. 2012, « The Making of 'Workers of the World'. Language and the Labor Brokerage State », dans Duchêne A. & Heller M. (Ed.), *Language and Late Capitalism: Pride and Profit*, New York, Routledge, pp.183-206.
- LUQUIN E. 2013, « De l'espagnol au multilinguisme », dans W. Guéraiche (Ed.), *Philippines contemporaines*, IRASEC Les Indes Savantes, pp.287-306.
- LUSSAULT M., 2017, *Hyper-lieux. Les nouvelles géographies de la mondialisation*, Seuil.

- MCFARLAND C.D. 2008, « Linguistic diversity and English in the Philippines », dans *Philippine English. Linguistic and Literary Perspectives*, Ma. Lourdes S. Bautista & Kingsley Bolton (Ed.), Hong Kong University Press, pp.131-156
- PHELAN J.L., 1959, *The Hispanization of the Philippines*, Madison, The University of Wisconsin Press.
- PHILIPPINE OVERSEAS EMPLOYMENT ADMINISTRATION (POEA), 2010, OFW Statistics 2010. <http://www.poea.gov.ph/ofwstat/percountryperskill/2010.pdf>, consulté le 15/10/2017.
- PILAR M. H. del, 1958 (1898), *Monastic supremacy in the Philippines, Manila, Imprenta de San Juan Atayde, 1898*. Traduit de l'espagnol par E. Alzona, A.C. : Philippine Historical Association.
- PRATOR C.H., 1950, *Language Teaching in the Philippines*, Manila, US Educational Foundation in the Philippines.
- RAFAEL V.L., 2000, *White love and other events in Filipino history*, Quezon City, Ateneo de Manila University Press.
- RIEP C. B., 2015, « Corporatised Education in the Philippines. Pearson, Ayala Corporation and the emergence of Affordable Private Education Centers (APEC) », Education International.
- RIZAL J., 1984, *El Filibusterismo*, Gallimard- UNESCO, Connaissance de l'Orient.
- SAN JUAN D.M.M., 2016, « Neoliberal Restructuring of Education in the Philippines : Dependency, Labor, Privatization, Critical Pedagogy, and the K to 12 System », dans *Asia-Pacific Social Science Review*, n° 16(1), pp. 80-110.
- SAUSSURE F., 1971 [1ère édition 1916], *Cours de linguistique générale*, éd. Bally et Sechehaye, Payot.
- SCOTT W. H., 1994, *Barangay, Sixteenth-Century Philippine Culture and Society*, Ateneo de Manila University Press.
- SIBAYAN B.P., 1978, « Bilingual education in the Philippines : Strategy and structure », dans James E. Alatis (Ed.) *International Dimensions of Bilingual Education*, Georgetown University Round Table on Languages and Linguistics, Washington D.C., Georgetown University, pp. 302-329.
- SIBAYAN B.P., 1994, « The role and status of English vis-à-vis Filipino and other languages in the Philippines », dans Kandiah T. & Kwan-Terry J. (Ed.), *English and Language Planning : A Southeast Asian Contribution*, Singapore, Times Academic Press, pp. 218-224.
- SIBAYAN B.P. & GONZALEZ A., 1996, « Post-Imperial English in the Philippines », dans Fishman, J. A., Conrad, A.W. & Rubal-Lopez A. (Ed.), *Post-Imperial English: Status Change in Former British and American Colonies, 1940-1990*, Berlin, Mouton de Gruyter, pp. 139-179.
- STEINKRÜGER P.O., 2006, « The Puzzling Case of Chabacano : Creolization, Substrate, Mixing and Secondary Contact » présenté à *la Tenth International Conference on Austronesian Linguistics*, 17-20 January 2006, Puerto Princesa City, Palawan, Philippines, <http://www.sil.org/asia/philippines/ical/papers.html>, consulté le 15/10/2017
- TADEM T.S.E. & TADEM E.C., 2016, « Political dynasties in the Philippines: Persistent patterns, perennial problems », *South East Asia Research*, Vol. 24(3), pp. 328-340, <http://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/0967828X16659730>, consulté le 15/10/2017
- TANGSUBKUL P., 1984, *The Southeast Asian Archipelagic States : Concept, Evolution, and Current Practice*, Research report n°15, East-West Environment and Policy Institute. Honolulu, Hawaii.



- THE ECONOMIST, 2016, « Call centers. The End of the Line ». 6 février, <http://www.economist.com/news/international/21690041-call-centres-have-created-millions-good-jobs-emerging-world-technology-threatens> , consulté le 15/10/2017.
- THOMPSON R.M., 2003, *Filipino English and Taglish : language switching from multiple perspectives*, Philadelphia, John Benjamins Publishing Company.
- TOLLEFSON J.W., 1991, *Planning Language, Planning Inequality : Language Policy in the Community*, London, Longman.
- TOLOJOSA T. D., 2013, « Motivations for Code-switching in Advertising and the Construction of Consumers' Multiple Identities: The Case of Philippine TV Commercials », *Philippine ESL Journal*, Vol.11, June 2013.
- TUPAS T. R. F., 1999, « Code switching as resistance : A Philippine experience », présenté au 11th World Congress of Applied Linguistics, International Association for Applied Linguistics, Waseda University, Tokyo, Japan, August 1-6, 1999.
- TUPAS T.R.F., 2008, « Bourdieu, historical forgetting, and the problem of English in the Philippines », *Philippine Studies*, 56, n° 1, pp. 47-67. [https://courses.nus.edu.sg/course/elcttr/bourdieu\\_philippinestudies\\_final.pdf](https://courses.nus.edu.sg/course/elcttr/bourdieu_philippinestudies_final.pdf), consulté le 15/10/2017.
- TUPAS T. R. F. & LORENTE B.P., 2014, « A new politics of language in the Philippines: Bilingual Education and the new challenge of the mother tongues », dans Sercombe P. et al. (Ed.), *Language, Education and Nation-building*, Palgrave Macmillan.
- UNESCO-PHILIPPINE EDUCATIONAL FOUNDATION, 1953, *Fifty years of education for freedom 1901-1951*, Manila, National Printing Inc.
- WESTPHALE B., 2003, « Les Absyrtides ou la métaphore de l'archipel », dans Voisset G. (Ed.), *L'imaginaire de l'archipel*, Paris, Karthala, pp.39-52.
- WINN P., 2014, « How the Philippines is crushing the Indian call center business », 4 mai, <https://www.pri.org/stories/2014-05-04/how-philippines-crushing-indian-call-center-business>, consulté le 15/10/2017.



# GLOTTOPOL

Revue de sociolinguistique en ligne

**Comité de rédaction** : Michaël Abecassis, Salih Akin, Sophie Babault, Claude Caitucoli, Véronique Castellotti, Régine Delamotte, Robert Fournier, Stéphanie Galligani, Emmanuelle Huver, Normand Labrie, Foued Laroussi, Benoit Leblanc, Fabienne Leconte, Gudrun Ledegen, Danièle Moore, Clara Mortamet, Alioune Ndao, Isabelle Pierozak, Gisèle Prignitz.

**Rédactrice en chef** : Clara Mortamet.

**Comité scientifique** : Claudine Bavoux, Michel Beniamino, Jacqueline Billiez, Philippe Blanchet, Pierre Bouchard, Ahmed Boukous, Pierre Dumont, Jean-Michel Eloy, Françoise Gadet, Marie-Christine Hazaël-Massieux, Monica Heller, Caroline Juilliard, Jean-Marie Klinkenberg, Jean Le Du, Marinette Matthey, Jacques Maurais, Marie-Louise Moreau, Robert Nicolai, Lambert Félix Prudent, Ambroise Queffélec, Didier de Robillard, Paul Siblot, Claude Truchot, Daniel Véronique.

**Comité de lecture pour ce numéro** : Michael Abecassis, Salih Akin, Nathalie Auger, Michelle Auzanneau, Sophie Babault, Annette Boudreau, Véronique Castellotti, Jean-François De Pietro, Marc Debono, Régine Delamotte, Robert Fournier, François Gaudin, Silvia Lucchini, Céline Peigné, Jean-Louis Rougé, Claire Saillard, Valérie Spaeth, Laurence Vignes, Sylvie Wharton.

Laboratoire Dylis – Université de Rouen  
<http://glottopol.univ-rouen.fr>

ISSN : 1769-7425